

*Initiatives ministérielles*

pour laquelle le gouvernement a proposé une réforme fiscale.

Bien des Canadiens regardent ce qui se passe dans cette enceinte. Ils s'aperçoivent que d'un côté on dit noir et de l'autre, blanc, et la plupart des gens savent que la vérité réside entre les deux.

Je ne vais pas intervenir ce soir et imputer aux partis d'opposition le déficit, la dette et nos problèmes économiques.

Il faut reconnaître que durant les années 1970, alors que le Canada accumulait des déficits incroyables, la situation économique était très instable. Le recul a du bon. Je pense qu'il est temps de cesser de jeter le blâme sur les libéraux. De même, je ne vais pas prétendre que le gouvernement fait tout à la perfection ni qu'il était impossible de réduire le déficit plus rapidement. Je ne pense pas que ce soit pertinent. Je veux éviter de jeter le blâme sur qui que ce soit, mais cela ne signifie pas que l'on doive laisser les libéraux agir à leur guise. Il ne s'agit pas pour les Canadiens d'accepter sans rien dire que des parlementaires réclament à grands cris leurs droits sans également nous parler de leurs responsabilités.

Ainsi, les néo-démocrates ont le droit de tenter de déranger le déroulement des travaux de la Chambre comme ils le font, mais il leur incombe également de trouver des solutions utiles.

Le Parti libéral du Canada a une certaine responsabilité en l'occurrence. À titre d'opposition officielle dans cette enceinte, les libéraux nous demandent de supprimer la TPS, purement et simplement.

Les Canadiens qui regardent le débat maintenant devraient se demander si le parti libéral n'a pas pour responsabilité de nous préciser les mesures qu'il prendrait. J'ai quelques questions que les Canadiens devraient poser aux libéraux autour d'eux.

Premièrement, comment les libéraux feraient-ils face à l'endettement croissant et au déficit énorme du Canada? Quelles dépenses réduiraient-ils? Quels impôts augmenteraient-ils? Les libéraux devraient nous dire également comment ils feraient pour régler le problème des 2 milliards de dollars et plus au titre de la taxe fédérale actuelle dont la perception se trouve compromise.

Le parti libéral, tout comme le gouvernement, sait bien à quoi s'en tenir, mais nous attendons toujours qu'il nous propose des solutions.

Les Canadiens doivent aussi demander aux libéraux de leur voisinage, comment ils feraient pour réduire le déficit et les intérêts du service de la dette. Les intérêts sur la dette actuelle coûteront 39 milliards de dollars cette année seulement. Où va tout cet argent? Le plus gros est versé dans les comptes bancaires des riches. Il provient des impôts de tous les contribuables, les gagne-petit et la classe moyenne, et il est déposé dans les comptes bancaires de ceux qui détiennent des bons du Trésor et des obligations d'épargne du Canada. C'est une politique sociale terrible. Comment les libéraux peuvent-ils soutenir une telle politique?

Pourquoi défendraient-ils un régime fiscal qui favorise les importations au détriment des exportations? Comment peuvent-ils le faire? Comment peuvent-ils intervenir à la Chambre pour nous dire qu'ils soutiennent un régime préjudiciable aux entreprises canadiennes?

Que les Canadiens demandent à leurs voisins libéraux pourquoi ils soutiennent un régime fiscal qui coûte des milliards de dollars à nos entreprises? Celles-ci paient la taxe de vente fédérale. La TPS remédiera à cet état de choses. Les entreprises en seront exemptées. Il faut donc demander aux libéraux comment ils peuvent soutenir un régime fiscal qui les pénalise actuellement.

Il faut aussi leur demander pourquoi ils soutiennent un tel régime qui est non seulement préjudiciable aux entreprises et aux importateurs, mais également aux personnes âgées, aux gens vivant d'un revenu fixe et à ceux qu'ils tentent d'alarmer actuellement avec leur campagne de fausses informations. La TPS améliorera le sort des gagne-petit. Que les Canadiens demandent à leurs représentants libéraux comment ils peuvent soutenir un pareil régime.

Les libéraux ne veulent-ils pas que les Canadiens soient mieux protégés que maintenant contre de futures augmentations des impôts? Ne veulent-ils pas qu'ils paient une taxe difficile à augmenter contrairement à la taxe de vente fédérale et à l'impôt sur le revenu qui peuvent être majorés à chaque budget? Il faut demander aux libéraux pourquoi ils s'opposent à une TPS visible, une taxe à l'avant-plan qu'il est impossible de modifier à moins d'en discuter en long et en large à la Chambre des communes.

Il faut également leur demander comment ils peuvent accepter que l'on tripote le régime d'impôt sur le revenu tout en sachant bien que pour modifier notre situation économique actuelle, il faudrait augmenter massivement les impôts, les porter à un niveau beaucoup plus élevé qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Enfin, nous devons nous poser la question qui importe: Que propose en remplacement le Parti libéral? Les libéraux réduiraient-ils les dépenses? Si oui, où imposeraient-ils les compressions? Qu'ils nous le disent. Quels budgets amputeraient-ils et où trouveront-ils l'argent?